



DSI Electronique n°821 du 4 au 10 mai 2020

ISSN -1737 5703

Sommaire

Veille Stratégique Environnementale

La RSE Power pour sauvegarder les entreprises tunisiennes	2
Les ONG Nationales et Internationales incitent les banques aux démarches RSE	3
Le Startup Act est un cadre juridique dédié aux Startups en Tunisie.....	4

Lecture recommandée

Évaluations RSE des fournisseurs et achats publics responsables.....	5
--	---



La RSE Power pour sauvegarder les entreprises tunisiennes

«... La responsabilité sociétale des entreprises appelée communément RSE (en anglais, Corporate Social Responsibility ou CSR) désigne l'intégration volontaire, par les entreprises, des enjeux : social, environnemental, de transparence et d'éthique dans leur stratégie.

En Tunisie, les débuts de la RSE sont timides. Historiquement, ce concept a vu le jour officiellement au début des années 2000 avec le lancement du programme Pacte Mondial RSE des Nations Unies (Global Compact), et c'est en mai 2013 qu'il s'est implanté dans nos contrées avec la fondation de l'Institut de Responsabilité Sociétale des Entreprises en Tunisie (IRSET) qui gère ce programme.

En 2018, une loi sur la RSE, la 2018 – 35, a été promulguée pour encadrer cette politique au sein des entreprises tunisiennes. 2019 était une année de transition et l'année 2020 devra marquer le véritable décollage de la RSE en Tunisie, avec la naissance de RSO EMPOWERING AGENCY (marketing@rsepower.com.tn), la première agence de marketing sociétal en Tunisie.

Cette initiative responsable est le fruit de l'intime conviction d'une équipe d'experts tunisiens que l'adoption, inéluctable, par les entreprises et organismes tunisiens, d'une politique RSE est un facteur de promotion à l'échelle nationale, et d'expansion internationale à travers la conquête de nouveaux marchés.

Ainsi, RSO EMPOWERING AGENCY a développé un concept unique et original, RSE Power, alliant : l'élaboration, la réalisation et le suivi de stratégies RSE annuelles pour le compte des entreprises et organismes tunisiens.

la communication et la vulgarisation de la RSE en à travers la création des supports annuels suivants : le Guide de la RSE en Tunisie, le Salon de la RSE, le Prix de la meilleure entreprise innovante en matière de RSE en Tunisie et de Workshops régionaux et sectoriels de vulgarisation.

En outre, avec le soutien de partenaires nationaux et internationaux, RSO EMPOWERING AGENCY fournira aux entreprises tunisiennes, en les accompagnant dans le processus d'accréditation et de compatibilité aux normes internationales, l'opportunité d'obtenir la première accréditation RSE internationale en Tunisie grâce à la collaboration exclusive en Afrique et au Moyen Orient, avec le leader mondial dans ce domaine ...»- Source:

<https://www.entreprises-magazine.com/rse-lancement-du-concept-rse-power-en-tunisie/>

Les ONG Nationales et Internationales incitent les banques aux démarches RSE

«... L'Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements Financiers (APTBEF) et l'Union Mondiale des Banquiers Arabes (Organisation Sœur de l'Union des Banques Arabes) incitent aux démarches RSE dans le secteur financier.

Suite à une convention de coopération, signé par l'APTBEF avec le Pacte mondial des Nations-Unies, depuis le 20 juin 2019, pour se lancer dans une démarche RSE structurée, une feuille de route a été élaborée dont l'objectif étant d'accompagner les banques dans leur démarche RSE, s'articulant autour de quatre axes à savoir : les droits de l'Homme, le droit international du travail, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption.

Notamment, l'implication des banques dans une démarche RSE structurée aura un effet étendu parce qu'à travers le secteur bancaire, il est possible de toucher et influencer d'autres institutions et clients.

Ainsi, un plan d'actions a été élaboré par l'APTBEF et sera bientôt mis en œuvre. La première action portera principalement sur la sensibilisation des premiers responsables des banques et des institutions financières. Ensuite, le réseau du Pacte mondial Tunisie accompagnera les banques adhérentes et engagées. En effet, l'engagement RSE doit se faire au niveau de la hiérarchie de la Banque vu la transversalité de cette notion qui va aussi lui garantir la réussite une fois la démarche est mise en place.

L'Organisation Arabe des TICs (AICTO) mise sur le rôle des technologies digitales telles que le Big Data, Cloud computing, Intelligence Artificielle dans l'implémentation des stratégies RSE ainsi que des expériences de l'utilisation du Blockchain pour la microfinance au Brésil et au Nepal et des technologies mobiles pour l'inclusion financière.

Notamment, l'AICTO insiste sur l'importance d'établir une approche pour intégrer les technologies de digital Currency et Digital Fiat Currency, il a rappelé que le 3^{ème} laboratoire au monde est établi par l'AICTO en Tunisie avant d'avancer le travail sur cette technologie.

Dans le cadre d'une stratégie RSE, des initiatives d'inclusion numérique ont été développées tels que: Orange Digital Center, qui est un dispositif de soutien aux jeunes et aux startups, avec l'école du code et incubateur technologique, Orange Developer Center, le FabLab solidaire, EL FabSpace Lac, atelier de fabrication numérique et l'accélérateur de startups, Orange Fab Tunisie, le programme d'écoles numérique lancé en partenariat avec le Ministère de l'éducation, qui permet grâce à une solution ludo-éducative technologique de faire cours autrement, dans plus d'une centaine d'écoles primaires sur tout le territoire, et le programme des Maisons Digitales pour appuyer l'autonomisation socioéconomique des

femmes notamment rurales, avec des partenaires de la société civile, en les formant par et sur le numérique.

La stratégie RSE doit être fondée sur la base de la matrice de matérialité qui reflète la pertinence des enjeux de la Banque et des parties prenantes. Elle doit se baser sur une approche d'amélioration continue, participative et structurée. Les facteurs clés de succès pour réussir une démarche RSE impliquent notamment, l'engagement de la Direction générale, l'implication des collaborateurs, la construction d'un business model durable et la prise d'engagements publics sur le corps du business. Une plateforme d'appel à projets associatifs (www.kiyam.tn) est lancée permettant de faciliter la sélection des projets citoyens à subventionner et favorisant ainsi le renforcement de l'impact sur la société.

La BNA, à l'instar des banques citoyennes de par le monde, a eu le plaisir d'annoncer et de partager, en 2017, avec la place de Tunis un moment historique ayant trait à l'arrivée d'un nouveau-né dans le paysage de la responsabilité sociétale : La FONDATION BNA ; créée pour soutenir, essentiellement mais pas exclusivement, des projets favorisant l'Education, la Culture, la protection de l'environnement, la Solidarité, l'Entrepreneuriat, le Développement Régional, les Valeurs de l'Olympisme et du Sport. « Notre objectif est de relever ce grand défi que nous lançons ensemble au profit de notre pays : Perpétuer la consonance historiquement sociétale de la BNA » ...»- Source: le 26 février 2020.

<https://www.realites.com.tn/2020/02/laptbef-et-lumab-incident-les-institutions-financieres-a-simplifier-dans-des-demarches-rse/>

Le Startup Act est un cadre juridique dédié aux Startups en Tunisie

«... Le monde du travail est profondément touché par la pandémie mondiale du Coronavirus. Outre la menace que cela représente pour la santé publique, les bouleversements économiques et sociaux menacent les moyens de subsistance et le bien-être à long terme de millions d'individus, notamment en terme d'emplois et d'employabilité.

Ainsi, en Tunisie, le Startup Act est un cadre juridique conçu pour faciliter le lancement et le développement de Startups depuis la Tunisie pourrait jouer un rôle primordial dans la viabilité des entreprises et des emplois.

En effet, ce cadre juridique intègre 20 mesures structurées autour d'un Label de mérite et d'avantages aux entrepreneurs, aux investisseurs et aux Startups. Il est matérialisé principalement par : (i) la Loi N°2018-20 du 17 avril 2018 relative aux Startups ; (ii) le Décret N°2018-840 du 11 octobre 2018 portant fixation des conditions, des procédures et des délais d'octroi et de retrait du label startup et du bénéfice des encouragements et des avantages au titre des Startups et de l'organisation, des prérogatives et des modalités de fonctionnement du comité de labellisation ; et (iii) des Circulaires de la Banque Centrale de Tunisie N°2019-01 et 2019-02.

La banque UBCI, fortement impliquée dans la promotion de l'économie sociale et solidaire à travers ses nombreuses initiatives dont sa collaboration avec l'incubateur Lab'ess, a participé en tant que "Sponsor Gold" au Salon de l'entrepreneuriat Riyeda qui s'est tenu à la Cité de la culture à Tunis, les 12 et 13 février 2020, et a saisi cet événement pour annoncer le lancement de sa nouvelle offre Start-Up dédiée aux entreprises agissant dans le cadre d'une activité innovante avec un potentiel de développement avéré et ayant obtenu le label Startup. Cette offre a été spécifiquement conçue pour ce vivier d'entreprises innovantes, en prenant largement en compte la nature de leurs métiers, pour leur faciliter leurs transactions financières au quotidien, en Tunisie et à l'étranger. Elle se compose d'un compte en devises, d'une carte Visa Platinum international et d'une carte technologique dont le plafond peut atteindre les 100 000 dinars par année civile et permet des achats en ligne à l'international. Dans le cadre de renforcement de positionnement de partenaire des entrepreneurs tunisiens qui favorisent une approche d'intérêt général plutôt qu'une logique purement financière, l'accompagnement bancaire UBCI répond à une stratégie RSE qui poursuit ainsi résolument sa mission sociétale ...»- Source: Webmanagercenter. le 19 février 2020.

<https://www.webmanagercenter.com/2020/02/19/445045/lubci-lance-son-offre-start-up-dediee-aux-entreprises/>



Lecture Recommandée

Guide de bonnes pratiques

Évaluations RSE des fournisseurs et achats publics responsables

Par Ecovadis

«... L'ensemble des contrats de la commande publique (achats publics et concessions) était estimé en 2017 à près de 2000 milliards d'euros par an pour l'ensemble de l'Union européenne (14% du PIB), 200 milliards pour la France. Véritable levier pour les Etats et les collectivités territoriales, l'Achat Public Responsable (APR) peut avoir un impact conséquent sur le développement durable à travers le monde, favorisant l'innovation sociale et accélérant la transition vers une économie verte.

Malheureusement, il n'est pas si facile pour le secteur public de remplir son devoir d'exemplarité et d'user pleinement de ce levier. Les règles encadrant les marchés publics sont strictes et, en dépit de la flexibilité introduite par les directives de 2014, les pouvoirs adjudicateurs même volontaires sont toujours réticents à être innovants : les pratiques les plus courantes consistent à la commande de produits écologiques et l'inclusion de clauses sociales d'insertion.

Ce n'est pas assez. Pour plus d'efficacité, la prise en compte de l'impact du cycle de production dans son ensemble, la connaissance des pratiques sociales, environnementales

et éthiques des fournisseurs mais aussi des fournisseurs de ces derniers, la vérification des informations transmises ou bien encore l'amélioration continue des performances des fournisseurs devraient devenir la norme, à l'instar du secteur privé.

Au regard de l'introduction du DUME et des dispositions concernant les labels, les pouvoirs adjudicateurs sont en mesure de vérifier que les exigences sociales et environnementales sont respectées, ce qu'un simple code de conduite et une déclaration sur l'honneur ne permettent pas.

Selon le dernier panorama mondial des achats publics durables de l'ONU Environnement, des organisations publiques en Europe et ailleurs dans le monde intègrent déjà l'évaluation des pratiques éthiques et performances sociales et environnementales de leurs fournisseurs dans leur processus achat.

Forte de 11 ans d'expérience dans le soutien d'initiatives achats responsables de multinationales et de plus de 55 000 entreprises évaluées -à majorité PME, la solution EcoVadis est adaptée au cadre légal des marchés publics. Ce guide propose en synthèse trois niveaux d'intégration des évaluations RSE dans la commande publique: pendant la préparation du marché et le sourcing (niveau 1), pendant l'exécution du contrat (niveau 2) et pendant l'appel d'offres, en tant que critère d'attribution (niveau 3).

Ces trois étapes de recours aux évaluations des performances RSE des fournisseurs sont complémentaires et se renforcent les unes les autres. Pour introduire des évaluations RSE, nous recommandons de commencer avec les dialogues préalables (niveau 1), afin de préparer les candidats à être évalués s'ils sont choisis (niveau 2). Une fois que le marché est suffisamment mature, il devient plus facile d'inclure l'évaluation RSE en tant que critère sélectif (niveau 3) ...»- Source: <https://resources.ecovadis.com/fr/cote-acheteurs-publics/%C3%A9valuations-rse-des-fournisseurs-et-achats-publics-responsables>

Elaboré par : **Lobna ZOUAOUI**, Ingénieur Data, chargée de veille Stratégique ✉ veille@citnet.nat.tn

Vérifié par : **Noura KHIARI**, Chef du Service Documentation, Information, Edition et Marketing ✉ cdi1@citnet.nat.tn

Validé par : **Faouzi HAMOUDA**, Directeur de la Documentation et de l'Information ✉ cdi@citnet.nat.tn

Boulevard du Leader Yasser Arafat – 1080 – Tunis

☎ 00216-71.206.482 / 71.206.647 * Fax : 00216-71.206.642 *  <http://www.citnet.nat.tn/>



En devenant partenaire du CITET vous êtes automatiquement enregistrés et abonnés à sa DSI hebdomadaire. La Direction de Documentation et d'Information (DDI) vous remercie de votre assiduité et recevra avec vif intérêt toute suggestion ou demande d'information de documentation de votre part que vous voudriez bien envoyer à : cdi@citnet.nat.tn. Pour se désabonner, SVP envoyez le message suivant « Je désire me désabonner », à la même adresse.